

Nom, prénom, date de naissance, origine sociale, milieu familial, ville et région d'activité à l'époque, scolarité et formation professionnelle. Pays ou région d'origine pour les militant.e.s étrangers/immigrés. Statut au moment de l'adhésion à la LMR : célibataire, marié.e ou en couple, enfant(s). Parcours professionnel et situation actuelle (en quelques mots).

Süri Daniel, 5 mars 1951, famille ouvrière (père mécanicien poids lourds, mère infirmière puis femme au foyer, frère monteur en chauffage), naissance à Laupen (BE), enfance et apprentissage à Orbe. J'ai quatre formations professionnelles attestées ; dans l'ordre d'obtention : CFC d'employé de commerce, licence ès sciences politiques, CFC de monteur-copiste, Certificat universitaire de formateur d'adultes. Au moment où j'adhère à la LMR, je suis marié, sans enfant. Actuellement retraité, j'ai été rédacteur à l'Année politique suisse et chercheur au FNS, ensuite rédacteur à La Brèche, puis ouvrier, qualifié en cours d'emploi, dans l'imprimerie, pour passer ensuite dix ans à la Centrale suisse d'éducation ouvrière (aujourd'hui Movendo). Ensuite traducteur et formateur d'adultes indépendant jusqu'à la retraite.

AVANT TON ADHESION A LA LMR

Expériences professionnelles, associatives, syndicales, politiques ou autres. Intérêt pour la marche des événements en Suisse, dans le monde ? Premiers engagements militants ? Ton cheminement...

J'ai adhéré relativement « tard » à la LMR, à 24 ans, après avoir sympathisé avec le Cercle Uni-Brèche et agi dans différents mouvements estudiantins à l'Ecole des sciences sociales et politiques. Mon intérêt pour la marche des événements est bien antérieur et se situe dans la suite immédiate de Mai 68, qui déclencha une soif d'informations.

Jusqu'alors, j'étais assez conforme (chef de troupe chez les Eclaireurs vaudois), bien que révolté par la bien-pensance cul-béni d'une petite ville du Nord vaudois. L'aspect de rébellion du rock ne me laissait pas indifférent non plus (les pionniers américains plutôt que les Beatles)... Ces contradictions trouvèrent un début de résolution durant ma période d'apprentissage. Avec, d'un côté, la réalité du travail dans le capitalisme et, de l'autre, un mouvement d'auto-organisation des apprenti.e.s au Centre professionnel du Nord vaudois à Yverdon, où je me rendais une fois par semaine pour mes cours. Ce mouvement, nommé fièrement le « self-go » était à la fois un vaste forum permanent et un lieu d'action. Il possédait son journal, « Le Pommeau », dont j'étais le réd-en-chef (les apprentis de commerce passaient pour des intellos parmi les apprenti.e.s !), ce qui me permit de faire connaissance avec un imprimeur yverdonnois plutôt sympa (et pour cause : il s'agissait de l'imprimerie Cornaz, qui imprima le journal du FLN algérien, El Moudjahid). Je fus président de ce self-go durant ma dernière année d'apprentissage.

S'ajoutèrent à cette expérience la sensibilisation due aux premières campagnes xénophobes (Orbe comptait nombre de travailleurs italiens) et celle autour du « Livre rouge de la Défense civile ». La révolution cubaine, plus que la révolution vietnamienne, m'intéressait aussi, bien que — ou parce que — les thèses foquistes de Régis Debray ne m'aient pas convaincu. Mes futurs beaux-parents possédaient une petite résidence de vacances à Sète et Jean-Claude Vautier, député socialiste, sympathisait avec le PC. Sète était alors un bastion du PCF, avec sa librairie et ses bouquins des Editions sociales. C'est là que j'achetais mes premiers écrits de Lénine et de Marx.

Par la suite (1971), ayant réussi un examen préalable d'admission à l'Université de Lausanne,

Ecole des sciences sociales et politiques, j'ai déménagé à Lausanne. Sous l'influence de mon beau-frère, qui y militait, j'ai d'abord été voir du côté de « Rupture », future « Rupture pour le communisme », qui alors évoluait entre un maoïsme pas encore figé, inspiré de Lotta Continua, et le spontanéisme. Je n'y suis pas resté longtemps, environ six mois, le temps de mener un débat écrit — une première pour l'organisation — où j'y défendais, très littéralement, le « Que faire ? » de Lénine contre des théorisations ouvriéristes et spontanéistes et en particulier contre l'application à tout conflit du schéma de la lutte des classes (les conflits scolaires, p. ex. où les élèves devenaient les prolétaires et les enseignants les patrons...).

S'ensuivit une longue période d'autoformation au marxisme, sans engagement régulier, mis à part quelques campagnes à l'Uni, puis une participation au Comité Uni-brèche et surtout au CUTSI (Comité unitaire des travailleurs suisses et immigrés), initié par la LMR et où militaient entre autres U. Z. et F. G.

Circonstances de ton adhésion à la LMR, où et pourquoi ? Quelle attente de ta part sur le plan local, suisse, international, et celui de ta propre vie. Motifs principaux de ton engagement : faire évoluer les choses, stopper les injustices, participer à une refonte fondamentale de la société, une problématique particulière ?

Après la brève expérience de « Rupture », j'avais décidé, outre le travail pour mes études, d'acquérir de bonnes bases théoriques en matière de marxisme et de trouver, préalablement à tout nouvel engagement, une explication satisfaisante à ce qu'était devenue la Révolution russe. Il me semblait impossible de proposer une politique révolutionnaire en faisant l'impasse sur ce point. L'image de la LMR, évidemment imprégnée par mon passage chez les « maos spontex », était, au début celle d'une organisation fortement structurée, hiérarchisée, estudiantine et intello, avec examen d'entrée, période probatoire et langage hermétique. Force me fut toutefois de reconnaître que seul le courant trotskyste avait su apporter une réponse qui tienne à la dégénérescence de l'Union soviétique. Peu à peu, sous l'insistance aussi d'un camarade nicaraguayen, J. L., qui jouera un certain rôle dans la révolution sandiniste, je me suis rapproché de la LMR, à laquelle j'ai adhéré – après l'expérience positive de ma femme, C- – (début 1974, je crois).

Les motifs principaux de mon engagement sont restés ceux qui étaient à l'origine de mon activité politique et qui y sont toujours : suppression de l'exploitation capitaliste, lutte contre l'injustice sociale et la xénophobie.

TOI AU SEIN DE L'ORGANISATION

Qu'est-ce qui a focalisé ton attention, ton enthousiasme, ta volonté d'agir une fois que tu as eu l'expérience de l'organisation (à l'interne) ?

La qualité des débats et la dimension internationale de la réflexion ont incontestablement nourri mon enthousiasme, comme l'existence d'une véritable organisation nationale, avec un fonctionnement nettement moins chaotique que chez les « maos spontex ».

A quel niveau de l'organisation, dans quelles structures as-tu agi ? Décris l'éventuelle évolution de ton engagement, les changements d'affectation, de lieux, avec les dates si possible.

J'ai d'abord animé le groupe Spartacus, pour deux raisons : a) je ne voulais pas faire du « travail étudiant », même si j'étais encore à l'Uni ; b) le groupe Spartacus et le « travail

jeune » étaient régulièrement secoués par des crises dues aux relations amoureuses et sexuelles qui les traversaient, certains responsables, masculins évidemment, ayant un peu trop tendance à y voir un vivier de jeunes conquêtes. D. N., dit « Nono », qui était alors le secrétaire de la section de Lausanne, et avait acté mon adhésion, m'avait alors dirigé vers le travail jeune, estimant qu'avec moi, on ne risquait pas ce genre de problème ! Je ne sais toujours pas s'il s'agissait d'un compliment ou non...!

Dans quelles organisations « de masse » ou structures larges étais-tu prioritairement engagé (parlements, syndicats, MLF, groupements divers, en particulier d'immigrés, etc.) ?

Comme je l'ai dit plus haut, Spartacus et le CUTSI.

Dans quels domaines (politique générale - articles ou tracts par exemple-, formation, féminisme, comités de soldats, travail « jeunes », travail « ouvrier », « solidarité internationale », « immigration », travail pratique - permanences - etc.) t'es-tu particulièrement investi.e ? As-tu agi seulement sur le plan local ou plus largement aussi ?

Un de mes premiers faits de gloire fut d'avoir participé à la rédaction d'une brochure du CUTSI sur la politique xénophobe et James Schwarzenbach (avec U. et E. B.), intitulé « Les xénophobes contre les travailleurs ». J'avais aussi initié des formations dans le cercle Spartacus. J'ai aussi dû commencer à écrire des articles pour le journal, sous le pseudonyme de Pelletier, sur la révolution cubaine, me semble-t-il. La rédaction et la formation vont rester deux axes importants de mon militantisme. Avant de partir à Berne, je n'ai pas d'investissement au niveau national.

Engagé par le Centre de recherche de politique suisse de l'Université de Berne, entre autres comme rédacteur de l'Année politique suisse, j'y rejoins la section bernoise, dont le principal dirigeant est P. S. A la fin de mon séjour à Lausanne et le début de celui à Berne, je me vois chargé, avec un camarade zurichois du Bureau politique (Thomas), de ma première tâche nationale : celui de la réorganisation financière (je le dois à ma formation initiale d'employé de commerce) de la LMR, dont le système financier au niveau national s'était développé de manière anarchique, chaque section faisant peu ou prou ce qu'elle voulait. Aucune vue d'ensemble, peu d'informations centralisées. Ce sera mon premier rapport au Comité central (CC).

Après quatre ans à Berne, je suis contacté par deux membres du Bureau politique, O. P. et J. v. S. (Georges) qui me proposent de discuter d'une éventuelle candidature à la rédaction de La Brèche, occupée jusqu'alors par F. G. Le candidat prévu, C. L., s'est en effet dédit. Après réflexion — C. termine ses études de droit et le salaire, selon les règles antibureaucratiques, est à peine celui d'un ouvrier qualifié (1 800 francs) — j'accepte. C'est à partir de cette fonction que je serai ensuite élu comme suppléant au Comité central et invité permanent du Bureau politique, jusqu'à la fin de mon mandat (1983). Je ferai aussi partie systématiquement des instances chargées d'organiser la formation de la LMR/PSO. Je fais aussi le lien entre la direction politique et l'imprimerie CEDIPS.

Comment as-tu vécu le militantisme au quotidien ? T'es-tu senti.e coupé.e de certaines relations sociales et familiales ? Que sont devenus tes loisirs ?

Non, je n'ai pas senti de coupures, ni de frustration. Je voyais peu ma propre famille et mon milieu d'origine n'avait pas de pratiques culturelles développées. Les loisirs s'y résumaient surtout à certains sports qui ne m'intéressaient plus et aux sorties familiales... En revanche, le militantisme m'a fait côtoyer des camarades cultivés qui m'ont aussi stimulé sur le plan

culturel. Sous cet angle, ce fut donc plus vécu comme un environnement tonique que comme une privation. Par ailleurs, le militantisme d'alors exigeait — surtout comme rédacteur de La Brèche, mais pas seulement — de nombreuses lectures et je suis un grand lecteur.

Avais-tu des rapports avec les militant.e.s d'autres organisations (maoïstes, socialistes, Parti du travail, POCH, PSA, etc.) ? Et comment juges-tu la politique de la LMR/PSO vis-à-vis des autres composantes de l'extrême-gauche ?

Avec mes anciens « compagnons de route » de Rupture, les relations étaient le plus souvent difficiles (nous étions des petits-bourgeois, eux des prolétariens. Exception notable dans ce tableau : C. M., plus ouvert que les autres) ; dans ma belle-famille, les deux enfants les plus jeunes étaient membres de Rupture, les relations étaient cordiales, avec une certaine retenue toutefois. Avec mon beau-père, qui était dans l'aile gauche un peu prosoviétique, voire prochinoise, du PS, les discussions ont pu être polémiques, mais toujours avec un certain respect mutuel (il défendra la LMR au Grand Conseil lors de l'affaire des micros d'Epalinges) ; ma belle-mère était, elle plus sensible aux arguments des « trotskards » de la famille.

La politique de la LMR a été longuement marquée par la polémique théorique et la lutte pour l'hégémonie dans l'extrême gauche romande (la situation était différente en Suisse alémanique, entre autres à cause de l'existence des POCH). Je ne suis toutefois pas sûr qu'une politique plus ouverte, de débat ou d'unité d'action plus systématique, eût trouvé un écho plus positif. La prétention de détenir seule « la ligne juste », découlant d'une analyse théorique nécessairement supérieure, était largement partagée à l'époque. Evidemment, avec le recul et à partir des expériences communes réalisées plus tard, on peut juger rétrospectivement que le sectarisme a fini par coûter cher à l'extrême gauche. Mais, quitte à surprendre, je pense que nous avons peut-être raté plus d'occasions objectives du côté des réformistes que du côté de l'extrême gauche. On peut en effet se demander, par exemple, si les campagnes de solidarité après le coup d'Etat au Chili n'auraient pas pu être l'occasion d'un travail unitaire et critique plus soutenu avec la composante réformiste de cette solidarité.

As-tu souffert d'une surcharge de travail (longues et fréquentes séances, distributions à l'aube, week-ends occupés, etc.) ? Le montant des cotisations était-il à ton avis supportable ?

Oui, bien sûr, pour la première question. J'ai même eu un surmenage, avec arrêt maladie, durant ma période de permanent de La Brèche (où j'ai passé quelques nuits blanches, vu les conditions de réalisation quelquefois très acrobatiques du journal). En même temps, l'idée que « l'histoire nous mordait la nuque » (Bensaïd) était partagée par tout le monde. Nous travaillions tous et toutes dans l'urgence.

Pour le montant des cotisations, je me souviendrai toujours d'une discussion avec un membre de l'aile gauche du PS de Berne, collègue de travail (P. H., futur conseiller personnel de Willy Ritschard et chef du personnel de la Confédération) ; nous avons comparé nos montants de cotisations respectifs : je payais en un mois à la LMR ce qu'il versait en une année au PS. Nos salaires étaient à peu près identiques. Le taux de cotisation était effectivement très élevé, mais nos objectifs étaient aussi ambitieux (une imprimerie, trois journaux, etc.). Ai-je eu le sentiment qu'à l'époque j'ai dû me priver de quelque chose à cause de mes cotisations ? Non. Mais la notion de supportable est éminemment subjective. Plus tard, devenu permanent, j'étais payé pour faire quelque chose que j'aimais, malgré toutes les embûches et les désagréments liés à la fonction. C'était pour moi un privilège. J'admets toutefois parfaitement que pour un couple avec enfants la question pouvait se poser différemment. Du reste, il y a eu,

sauf erreur de ma part, des adaptations de la grille des cotisations.

FEMINISME ET MODES DE VIE

Comment as-tu vécu le surgissement du féminisme dans la société ? L'évolution des mœurs a-t-elle eu des conséquences dans ton couple militant ou partiellement militant ? As-tu traversé une phase de bouleversement personnel ?

Sur le surgissement du féminisme : je l'ai relativement bien vécu, dans la mesure où l'essentiel de ses revendications me paraissaient légitimes. Il m'a peut-être été plus difficile de me débarrasser — ou d'essayer de le faire — des attitudes « automatiques » et pas toujours conscientes liées à la prédominance masculine dans l'espace public, comme la quasi-monopolisation de la parole par les hommes dans les débats internes et externes. Au risque de paraître prétentieux, je répondrai négativement à la deuxième et à la troisième question. Avec C., nous avons lu, avant de militer, *Le Deuxième sexe* de Simone de Beauvoir et en avons discuté ; par ailleurs, nous ne formions pas un couple traditionnel, dans le sens où son handicap rendait plus difficile l'application des stéréotypes sexistes liés à la femme-objet, par exemple. De plus, la division des tâches dans le couple était du coup différente : le ménage, les courses et la cuisine me revenaient en quelque sorte naturellement. Claude avait participé à quelques séances du MLF, mais avait ensuite abandonné, les groupes de parole qui discutaient le caractère privé, relationnel et domestique, de l'oppression des femmes ne correspondant pas à son vécu.

As-tu vécu en communauté et si oui, dans quel type de communauté ? Cherchiez-vous à inventer de nouveaux modes de vie, façons de vivre ensemble, de s'aimer, d'élever des enfants ? Et si non, de quel oeil voyais-tu ces tentatives ?

Non, pas de vie en communauté. Pas d'enfants non plus. Nous — C. et moi — considérions les tentatives de vivre en communauté d'une part avec une certaine sympathie, mais d'autre part de manière un peu critique. Non seulement à cause de confidences un peu amères de certain·e·s membres de ces communautés, mais aussi au vu de certaines pratiques psy-quelque chose. Je devais certainement penser à l'époque que le jeu n'en valait pas la chandelle et que l'énergie dépensée à régler les questions « domestiques » et relationnelles l'était en vain.

De quel oeil voyais-tu les rapports homme-femme dans l'organisation (présence des femmes dans les instances dirigeantes, prise de parole, accès à l'élaboration de la ligne politique et aux publications, influence, écoute, considération) ?

D'un oeil qui voyait la différence entre les discours généraux, les grands principes et la lenteur de leur application dans l'organisation, même si nous n'étions pas les pires sur ce plan-là. (Mon expérience syndicale antérieure me fera apparaître la LMR/PSO comme un îlot de féminisme...)

Il est sûr, par exemple, qu'après le départ de J. H. à l'Internationale, il a fallu beaucoup de temps à l'organisation pour que les femmes retrouvent un poids politique similaire dans les instances et que le travail « femmes » a longtemps été excentré. Pour avoir participé à quelques commissions femmes — j'y représentais la section bernoise — j'ai pu constater qu'il n'était pas facile de combiner la conception voulant que la question de l'oppression des femmes soit une préoccupation de toute l'organisation et de tous ses secteurs avec le fait que

le « travail femmes » soit, de facto, exclusivement une affaire féminine. Il y avait là une tension dialectique entre aspect général et intervention « genrée » sectorielle que nous arrivions difficilement à maîtriser. Je ne suis pas sûr que nous le ferions mieux maintenant, si un mouvement féministe vigoureux existait, bien que la problématique LGBTQI change un peu la donne.

Comment as-tu perçu (ou vécu de l'intérieur) l'investissement d'un certain nombre de camarades dans des mouvements féministes excluant les hommes (MLF) ?

Cela me semblait légitime, comme me semble toujours légitime aujourd'hui la demande de réunions non mixtes dans solidaritéS. On ne saurait prétendre que notre fonctionnement organisationnel ne reflète ou ne reproduit pas certaines formes d'oppression des femmes. A vrai dire, dans la situation présente, j'ai souvent souhaité qu'un MLF existe, même si personnellement ma préférence allait à Femmes en lutte et que j'eus souhaité que le PSO s'y investisse.

REVOLUTION, VIOLENCE ET DEMOCRATIE INTERNE

As-tu considéré l'organisation comme ayant des objectifs et une structure au niveau suisse ET international ? La IVe Internationale avait-elle une réalité pour toi ? Lisais-tu ses publications, les journaux et brochures d'autres sections de l'Inter ?

Oui avec un bémol. Oui, tant que j'étais proche des instances centrales (CC, BP, Comité de rédaction) ; beaucoup moins, voire plus du tout une fois prolétarisé (le manque de temps pour la lecture des bulletins internationaux n'y étant pas pour rien). J'ai participé, à Toulouse, à une semaine de formation de IVe Internationale, qui me permis de découvrir des camarades remarquables, comme D. B., mais aussi M. R.

Lisais-tu la Brèche ou Bresche ou Rosso, ou La Taupe ? A posteriori que penses-tu de ces organes et des tracts que nous diffusions ?

Oui, bien sûr (Rosso un peu moins, vu mes connaissances très limitées en italien). Il m'est arrivé de retravailler ces derniers temps sur certains numéros de La Brèche — y compris ceux publiés sur ma responsabilité. A posteriori, deux choses sont frappantes : la longueur des textes (certains parleraient de logorrhée) et le jargon politique. Cela montre bien quel était le public visé en réalité, comme aussi la volonté de vouloir tout dire dans chaque article. Bref des journaux et des tracts très idéologisés. Il nous faudra longtemps pour arriver à mettre en œuvre le précepte que pour faire du marxisme en français, il faut d'abord parler en français. Pourtant nous le connaissions, ce principe. Toutefois, malgré ces critiques, il y a des articles reflétant un vrai travail d'enquête, qui étaient et sont encore remarquables.

Avais-tu alors l'impression de pouvoir vivre la fin du capitalisme à relatif court terme ?

Oui, sans doute (cf. ma remarque ci-dessus sur l'histoire qui nous mordait la nuque), cela du reste justifiait notre investissement militant intenable à moyen terme. Même si la question des rythmes historiques a tout de même été posée rapidement, avant de devenir, bien plus tard, une plaisanterie.

Acceptais-tu la notion de violence révolutionnaire telle que défendue par la LMR et la IVe Internationale ? La lutte armée te paraissait-elle nécessaire dans certains contextes

politiques ? Te sentais-tu attiré.e par les actions violentes « exemplaires » lancées par les « ultra-gauchistes » de l'époque (en Allemagne et en Italie surtout) ?

Première question : oui, sous sa forme générale. Deuxième question : oui, mais pas nécessairement en Amérique latine (je n'étais pas « foquiste »), mais comme l'option était défendue par les camarades latinos... ; elle ne me posait pas de problèmes dans les révolutions cubaine, chinoise et vietnamienne, par exemple ; ni au Nicaragua et au San Salvador par la suite non plus. Troisième question : non. Pas du tout, même si j'ai écrit des articles critiquant leurs conditions de détention (RAF). En fait, je n'ai jamais été convaincu par l'idée de révolution ramenée à l'action armée exemplaire d'un petit groupe et j'ai même écrit mon mémoire de licence pour montrer comment la révolution cubaine n'était absolument pas réductible à un mouvement d'une poignée de guérilleros perdus dans la Sierra Maestra.

As-tu milité dans un « Comité de soldats » et comment cela s'est-il passé ? Comment jugeais-tu les mouvements pacifistes, l'objection de conscience ?

Non, j'ai fait mon école de recrue avant de militer véritablement. Par la suite, je n'ai pas fait de travail antimilitariste organisé, difficile à réaliser dans les trois semaines d'un cours de répétition (même si j'ai participé à un refus d'ordre collectif dans un CR et semé la zizanie quand je le pouvais, tout en « jouant collectif »). L'objection de conscience m'a toujours paru un droit. Les mouvements pacifistes durent m'apparaître comme n'allant pas jusqu'au fond des choses, mais des alliés possibles dans le combat contre le militarisme.

As-tu l'impression que nous avons réussi l'exercice de la démocratie interne dans l'organisation ou considères-tu qu'il y avait un clivage entre les « chefs » - celles et ceux qui donnaient le ton et la masse des militant.e.s ? Y avait-il selon toi des différences dans ce domaine, selon le secteur ou le lieu ?

Je trouve que nous nous en sommes pas si mal sortis sous cet aspect-là, même si — et cela m'est apparu très nettement lorsque j'ai quitté mes responsabilités au journal pour me prolétarianiser — le flux d'informations se tarissait nettement en descendant dans l'organigramme, tout en restant trop volumineux pour le militant de base inséré professionnellement. Il y avait — et il continue à y avoir — une distorsion de la capacité à débattre en fonction des informations détenues. En ce qui concerne la LMR/PSO, on peut toutefois relever une forte crainte de la direction de l'organisation de voir tout débat structuré entraîner un éclatement selon des lignes linguistico-régionales. Le poids du fédéralisme a peut-être été surestimé dans ce cadre.

As-tu été victime de répression politique (licenciement, non-engagement, non-élection pour des motifs politiques) ?

Moi pas, mais ma femme a été victime, professionnellement, d'un harcèlement psychologique d'origine politique (d'abord en tant que fille de J.-C. V., puis comme mon épouse)

As-tu vécu, d'une façon ou d'une autre, une tendance formalisée, un désaccord, un conflit voire une exclusion dans/de l'organisation et comment cela s'est-il passé, très précisément ?

Non, rien de tel, d'après mes souvenirs (et je crois que je m'en souviendrai). J'ai eu des désaccords et de très rares conflits personnels, sans plus. Evidemment, le poste de rédacteur était exposé à la critique (plus en Suisse romande qu'en Suisse alémanique, du reste), mais

cela fait partie de la fonction. Et sauf erreur de ma part, il n'y a jamais eu de tendance organisée dans la LMR/PSO. Il n'y a eu, à ma connaissance, hors les débats internationaux, où des camarades du SWP sont venus au moins une fois présenter leur point de vue, qu'une seule fois une opposition organisée – mais pas en tendance –, lors du débat préparatoire au lancement de l'initiative sur les ateliers publics (formation professionnelle), pour le congrès de Bienne (1980).

LE PSO ET LA PROLETARISATION

En 1980, la LMR est devenue le Parti Socialiste Ouvrier (PSO). Comment as-tu vécu cette mutation ? En particulier comment as-tu vécu la nouvelle orientation « vers la classe ouvrière », dénommée « prolétarisation » ? A-t-elle eu des conséquences personnelles pour toi ?

J'ai fait partie de ceux qui se sont battus pour que cette mutation ait lieu. Pour l'essentiel, un certain nombre de préoccupations me semblent encore aujourd'hui légitimes. Il fallait bien sortir de notre fonctionnement d'organisation étudiante et viser un ancrage plus solide parmi les travailleurs et les travailleuses ; notre presse devait aussi s'adapter à ce tournant (taille des articles, langage, etc.). Malheureusement, la période s'y prêtait fort mal (triomphe du néolibéralisme, premiers reculs du mouvement ouvrier puis effondrement du « camp socialiste »). De plus, et c'est peut-être le plus important, l'organisation elle-même n'était pas prête à accompagner le mouvement, avec ce que cela impliquait de modifications internes, d'accompagnement des camarades prolétarisés, souvent isolés dans un milieu en repli politiquement et syndicalement ou en périphérie des secteurs socialement intéressants. Bien sûr que cela eut des conséquences personnelles : je n'aurai pas imaginé un seul instant expliquer à des camarades la nécessité de faire ce choix politique et social aux enjeux personnels très importants et rester à l'écart. Question de crédibilité. Le « saut dans l'inconnu » que représentait pour beaucoup la prolétarisation n'en était pas vraiment un pour moi ; il s'agit plutôt d'un retour à la case départ ou « pire » puisque je n'avais jamais été « ouvrier non qualifié », ce que je fus durant les premiers temps de ma prolétarisation. Ensuite, j'ai réussi une formation en emploi de monteur offset et me suis rapproché peu à peu de Lausanne (j'avais trouvé mon premier emploi à Aigle, coupé de toute possibilité d'intervention politique ou syndicale). Ce retour au travail « normal », avec l'expérience que cela impliquait, m'a toutefois positivement servi de manière générale par la suite et a incontestablement joué un rôle dans ma nomination comme secrétaire à la Centrale suisse d'éducation ouvrière en 1988. Je n'en tire donc pas la conclusion qu'il s'agissait de temps perdu. Je précise toutefois que j'avais aussi des raisons personnelles de m'engager dans ce tournant et que le travail que je faisais m'intéressait, comme la formation que j'ai suivie. Cela me semble fondamental pour « tenir » comme prolétaire dans le contexte politique d'alors et encore plus dans celui d'aujourd'hui.

DEMISSION EVENTUELLE - FIN DE LA LMR

Si tu as quitté la LMR/PSO à un moment ou à un autre, peux-tu expliquer tes raisons d'alors (critiques politiques, ras-le-bol du militantisme, changement de vie, etc.) ?

Non, je n'ai pas quitté la LMR/PSO, c'est elle qui m'a lâché ! Je plaisante. Mais à la fin de ma prolétarisation et avant ma nomination à la Centrale suisse d'éducation ouvrière, le PSO s'était complètement délité.

Si tu es resté.e jusqu'au bout (1986-87), comment as-tu vécu la disparition formelle de l'organisation au plan personnel et en tant que militant.e ? T'es-tu senti.e partie prenante de cette période finale ?

Comme je l'ai dit ci-dessus, j'étais politiquement et socialement assez isolé, les liens étaient distendus (j'avais ma formation en emploi et les cours professionnels à suivre). Je n'étais plus très au courant de ce qui se passait alors au niveau national.

APRES LA LMR/PSO...

As-tu eu ensuite l'impression qu'il t'était possible de poursuivre ton engagement par d'autres voies, as-tu retrouvé des camarades dans d'autres regroupements ?

J'ai été nommé comme secrétaire à la Centrale suisse d'éducation ouvrière à Berne en 1988 ; je suivais dès lors de loin ce qui se passait en Suisse romande, mais si les cours de la CEO s'y tenaient et que je continuai à habiter Lausanne. Il y avait de nombreux camarades dans l'appareil syndical, en particulier en Suisse alémanique (le regroupement autour de V. P., en gros). Rapidement, je n'ai plus suivi l'activité de cette aile gauche et de ses projets de modernisation/fusion avec la FTMH de Christiane Brunner.

Ayant réduit mon temps de travail pour suivre une autre formation, de formateur d'adultes à l'Université de Genève, j'ai aussi eu un peu plus de temps pour remiliter. J'avais participé à quelques séances du premier regroupement de solidaritéS dans le canton de Vaud, mais pas à la suite de l'expérience, dirigée alors par CAU.

Comment s'est passée cette période post-LMR/PSO : réinsertion dans la société « normale », vide d'un brusque non-militantisme, recherche d'une solution politique alternative, abandon de l'activité politique militante, etc. ?

Les tensions dues à la poursuite de mon travail dans un monde syndical cédant de plus en plus aux sirènes du néolibéralisme, réorientant la formation syndicale en direction des cadres pour en faire des managers associatifs, s'ajoutant à la classique crise de la quarantaine m'ont mis sur le flanc durant pas mal de temps. J'ai donc finalement abandonné mes responsabilités syndicales, pour travailler comme formateur d'adultes indépendants et traducteur. Ce qui m'a permis de sortir du trou et de retrouver l'envie et le temps de militer. J'ai donc rejoint les rangs du Collectif pour une alliance socialiste (CAS), qui donnera naissance à solidaritéS Vaud (deuxième version) et j'ai rejoins les rangs de la rédaction du journal du même nom.

A POSTERIORI...

Comment juges-tu les lignes de force du projet marxiste-révolutionnaire de l'époque (notion d'« avant-garde », construction d'un parti révolutionnaire, dialectique des trois secteurs de la révolution mondiale, etc.) ?

Globalement positif, comme dirait le camarade Marchais... Non, je rigole. Si je devais me résumer en quelques lignes (car pour être traitées sérieusement, ces questions demanderaient au moins un bouquin entier), je ferais les quelques remarques suivantes :

- a) la filiation trotskyste nous a certainement amenés à passer beaucoup de temps et à consacrer beaucoup d'effort à « défendre les acquis », souvent à la virgule près. A tel point que certaines polémiques avec l'un ou l'autre courant, certains débats à

l'intérieur de l'Inter doivent apparaître assez comiques aujourd'hui. Quelque part dans un de ses livres, Bensaïd parle des nuits passées à corriger des points-virgules dans des résolutions oubliées aussitôt qu'adoptées. Il y avait de cela, une certaine forme de fétichisme textuel dans notre fonctionnement. En même temps, sauver l'idée que tout n'était pas écrit d'avance dans l'histoire de l'URSS et du communisme mondial était capital. Mais on aurait pu passer plus de temps à faire l'histoire plutôt qu'à la réinterpréter.

- b) La notion d'avant-garde... J'ai le sentiment que nous en avons une vision plutôt figée et plus proche de celle de Kautsky que de celle de Lénine, que nous avons trop vite réduite au « Que Faire », alors qu'elle est constamment revue et corrigée dans ses textes, mais surtout tout au long de son action dans le Parti bolchévique. Evidemment, il est difficile de prendre pour modèle le « joyeux bordel » (Bensaïd) régnant dans le Parti bolchévique entre avril et août 17... Cela aurait néanmoins permis de relativiser les grands principes prétendument intangibles et de manœuvrer avec plus de souplesse organisationnelle pour mieux s'inscrire dans la réalité suisse.
- c) Toute réflexion sur la révolution à venir repose sur des références historiquement datées. Nous pensons toujours dans les termes de l'événement précédent. Ainsi les meilleurs des bolcheviks ont ils constamment utilisé les parallèles avec la Révolution française (Thermidor !) ou de la Commune de Paris. Nous-mêmes avons la Révolution russe constamment présente dans notre représentation la révolution à venir (le double pouvoir, les soviets, etc.). Ce que nous savons aujourd'hui, c'est que ces formes historiques ne se représenteront pas telles quelles et qu'il faudra une attention, une vigilance et une intelligence de tous les instants pour saisir sous quelles nouvelles formes les forces qui propulsent ces processus d'auto-organisation et d'extension radicale de la démocratie se manifesteront. Ce qui implique justement l'abandon de toute prétention à détenir seul, comme avant-garde autoproclamée, un savoir en surplomb et intangible.

Globalement, quel jugement portes-tu sur tes années d'engagement au sein de la LMR ? Au plan personnel d'abord : fut-ce une « parenthèse » dans ta vie, en as-tu tiré des éléments positifs pour la suite de ton existence, lesquels ? Et sur le plan historique (osons le mot!), penses-tu que nous avons laissé une trace, apporté quelque chose, dans le cadre des divers mouvements révolutionnaires ou radicalisés de l'époque ?

Le début d'une sacrée aventure, qui se poursuit encore aujourd'hui, autrement, mais toujours à partir des mêmes prémices et avec le même objectif : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes ». Et c'est toujours diablement compliqué...

Enfin, où en es-tu politiquement parlant, aujourd'hui ? Si tu as choisi de cultiver ton jardin, pourquoi, comment ?

J'étais justement parti cultiver sinon mon jardin, du moins mon petit pré carré dans le Gros-de-Vaud, en prévision d'une retraite bienvenue. Et que croyez-vous qu'il advint ? Des industriels gaziers yankees, soutenus par quelques bourgeois « compradors » helvétiques ont décidé qu'il y avait du gaz de schiste (ou de réservoir compact) à exploiter près de chez moi ! Non, mais... Du coup, création d'un collectif contre les forages, lancement d'une pétition, sensibilisation dans la région, etc. Pour le reste, je suis toujours membre de solidaritéS et continue à rédiger des articles pour le journal, en particulier en ce qui touche l'écosocialisme.

Une anecdote à raconter ? Un souvenir qui te tient particulièrement à coeur, un exploit, un échec, un souvenir important pour toi ?

Ça sent un peu l'ancien combattant, ça !

Juste un rappel : il m'arrivait de quitter avant la fin le Bureau Politique, qui se tenait alors à Berne, avec le « vieux Georges » (J. v. S.), que certains camarades méprisaient un tantinet, car il avait fait partie de la « mauvaise » tendance internationale (celle du SWP) avant la réunification et leur semblait définitivement dépassé. Il claudiquait et nous prenions notre temps pour retourner à la gare. Il profitait de ce trajet pour faire des remarques générales ou mettre en garde ce trop fougueux rédacteur de La Brèche. Ainsi, il critiqua une fois une couverture du journal qui, à la chute du Shah en Iran, avait titré sur « la Commune de Téhéran », m'expliquant gentiment, que nous étions en train de prendre nos désirs pour la réalité. Une autre fois, et c'est cela dont j'ai eu maintes occasions de me souvenir, il avait attiré mon attention sur d'éventuels changements fondamentaux entraînés par la modification de... l'effet de serre. Georges était économiste, mais aussi chimiste. Au début des années 80, il avait perçu les risques du réchauffement climatique. Chapeau, le « vieux » !

Autre(s) questions non formulées ici, auxquelles tu souhaites apporter ta réponse :

XXXXXXXXXXXXXXXXXXXX

Je désire que mes réponses soient publiées sans indication de mon identité (une croix après la réponse adéquate):

OUI

NON

INDIFFERENT

X

Date et lieu.....Dommartin, le 29 mars 2016.....